POUTINE REFUSE DE RASER LES MURS

Résistance d'État

Ici, à Bruxelles, l'on ne se fait pas trop d'illusions sur le rôle que peut jouer ou ne pas jouer la France dans le dossier syrien.

De notre bureau de Bruxelles, Aziouz Mokhtari

Paris, pour faire court, est exclu de tout processus de guerre ou de paix en pays damascène. La faute incombe seulement à... Paris.

Depuis Sarkozy, continué par Hollande en politique étrangère, la France a perdu tous ses repères au Moyen-Orient.

Après avoir réintégré le commandement militaire de l'Alliance, sous Sarko, la France s'est alignée, piteusement, sur les Etats-Unis dans cette partie du monde et ailleurs. L'empire, c'est-à-dire l'Amérique, n'aime par partager, il ne fait que déléguer des pouvoirs, la diplomatie française s'est retrouvée complètement vassalisée sous, notamment, Laurent Fabius, ex-relex et actuel président du Conseil constitutionnel. Ce dernier, l'on s'en souvent, toute honte bue, osa déclarer : «Ennosra fait du bon boulot.» Ennosra, ce groupe terroriste qui n'a rien à envier à Daesh dont il est le démembrement le plus important. Sur la Syrie, contrairement à la Libye, la Russie n'a pas lâché son principal allié dans la région et fait même bloc derrière Bachar Al-Assad pour que le pays ne tombe pas entre les mains des criminels, des mercenaires et des aventuriers regroupés sous l'emblème Etat islamique.

Les Etats-Unis, qui ne s'aventurent pas au-delà des limites imposées par le rapport de force, ont donc compris que Moscou ne lâchera jamais Damas et donc ont accepté, formellement, de parrainer avec Poutine un cessez-le-feu.

Dès la première occasion qui se présente ou que l'on crée, il est toujours loisible de revenir à la case guerre tous azimuts contre le régime syrien en activant l'EI. Pourtant, Bachar résiste, Bachar ne veut pas quitter le navire, Bachar n'est pas un trouillard, il dirige les combats, reste dans son pays attaqué par tous et réussit l'exploit de presque vaincre la barbarie de Daesh.

Pendant ce temps, des âmes sensibles sur le dossier syrien mais taiseuses sur d'autres fronts - Palestine, Libye saccagée par le duo Sarkozy-Lévy, colonialisme marocain au Sahara occidental - n'aiment pas que l'Etat syrien sorte victorieux de l'épreuve, manipulés qu'ils sont par les USA et l'OTAN. La Russie, qui connaît ce jeu, accepte pourtant d'assister à la réunion de Paris du 19 octobre prochain, consacrée à la Syrie. Hollande entame, alors, un drôle de numéro intitulé «faut-il recevoir Poutine ?»

Ce dernier, comme Zeroual en son temps, claque la porte et fait annoncer qu'il ne viendra pas dans la ville de Anne Hidalgo. Moscou ne rase plus les murs et Ennosra ne fait pas du «bon boulot». Encore un revers pour la France... Alep sera débarrassée de Daesh.

A. M.

IRAN

Hausse du chômage en un an

Le nombre de chômeurs en Iran a augmenté de 1,4% au printemps 2016 par rapport à la même période de l'année précédente, passant à 3.150.000 personnes, selon une étude du Centre iranien des statistiques.

Au cours de cette période (20 mars-20 juin), les chômeurs représentaient 12,2% de la population active «25,7 millions de personnes» contre 10,8% l'année dernière, selon ces statistiques.

Le nombre de jeunes chômeurs (15 à 24 ans) atteint 27,8%, selon la même étude.

Des chiffres d'autant plus inquiétants que plusieurs observateurs affirment qu'ils ne reflètent pas la réalité du chômage : toute personne de 10 ans et plus ayant travaillé au moins une heure pendant la semaine de l'enquête, était en effet considérée comme ayant un travail.

Le nombre réel des chômeurs serait de plus de six millions de personnes, selon certains économistes et médias.

S'il n'a pas réussi à faire baisser le taux de chômage, le gouvernement du Président modéré Hassan Rohani, élu en juin 2013, a en revanche ramené l'inflation à 8,3% alors qu'elle dépassait les 40% en 2012.

De même, le taux de croissance a atteint officiellement 4,4%, mais des économistes affirment que le gouvernement n'a pas réussi à faire redémarrer l'économie, malgré l'entrée en vigueur de l'accord nucléaire et la levée d'une partie des sanctions internationales en janvier.

Le Président Rohani devrait se présenter pour un second mandat de quatre ans lors de la présidentielle de mai 2017 et les mauvais chiffres du chômage ne manqueront pas d'être exploités par ses adversaires conservateurs.

LA PREMIÈRE ANNÉE EN ALLEMAGNE DE RÉFUGIÉS

Travail au noir ou cours d'allemand

Les Syriens Ahmad Lababidi et Ahmed D. sont arrivés en Allemagne il y a un an comme des centaines de milliers d'autres réfugiés. Après une longue odyssée administrative, l'un tente de reconstruire sa vie, l'autre s'enfonce dans le travail au noir.

La lettre, un jargon administratif incompréhensible, est arrivée le 30 juillet 2016. Ahmad Lababidi, 23 ans, étudiant en économie à Damas, a fait appel à un bénévole pour déchiffrer l'épais courrier lui annonçant que l'Allemagne lui accordait le statut de réfugié et donc un permis de séjour de trois ans.

Alors il a souri, une première depuis le 18 novembre 2015, quand il avait embrassé ses parents pour la dernière fois avant de faire route vers l'Europe.

Volonté d'intégration

«J'ai tout perdu en Syrie, ma maison, des amis, et mon université alors je rêve de reconstruire ma vie ici», explique ce frêle jeune homme dans un parc de Berlin où il vient souvent flâner. Cours d'allemand, heures à la bibliothèque et conversations en tandem avec un Allemand : «J'ai encore tout à apprendre ici, c'est un nouveau monde», estime le jeune homme, bien décidé à réussir son intégration. Il veut reprendre ses études universitaires dès que son niveau de langue le permettra et trouver un travail, «n'importe lequel», pour se financer.

Mais avec 890.000 migrants arrivés en 2015, un record, l'administration allemande a toujours du mal à suivre pour garantir les conditions d'une intégration réussie. Et les dossiers s'amoncèlent : de 200.000 à 250.000 requêtes d'asile ne pourront pas être examinées cette année.

Pire, le professeur Herbert Bruecker de l'Institut pour la recherche sur le marché du travail (IAB) auprès de l'Agence pour l'emploi estime que seuls 30.000 à 50.000 réfugiés arrivés l'année dernière ont trouvé un emploi et tout juste 160.000 ont une place dans les «cours d'intégration», alors que l'apprentissage de l'allemand «est la clé» pour une entrée réussie dans le monde du travail.

C'est tout le problème d'Ahmed D. Ce Palestinien de Syrie sans diplôme de 36 ans, sans réelles compétences et qui vivait déjà de petits boulots à Damas avant un séjour dans un camp de réfugiés en Jordanie, n'a pas appris un seul mot d'allemand. C'est un camarade de chambre irakien qui le guide dans ses démarches et à travers la paperasse administrative qui rythme son quotidien. Et s'il a obtenu un permis de séjour de trois ans, faute de compétences, il tourne en rond dans son foyer d'accueil entre deux cigarettes.

Pour l'une des travailleuses sociales du foyer, le faible niveau d'éducation de nombreux migrants est un frein considérable. «Certains sont analphabètes. Comment leur enseigner une langue quand ils ne savent ni lire ni écrire ?», s'interroge la jeune femme. Selon l'IAB, 35% des migrants venus en 2015 ont visité le secondaire, 25% n'ont connu que la primaire et 10% n'ont jamais été sur les bancs de l'école.

Arnaques et promiscuité

Du coup, et malgré son permis de travail, Ahmed D. s'est tourné vers les emplois au noir. Homme à tout faire sur des chantiers, payé à l'heure ou à la journée sans assurance ou fiche de paie, le risque d'être arnaqué est grand. «J'ai travaillé pendant deux semaines et l'homme qui m'avait trouvé le boulot a fini par disparaître et je n'ai jamais touché mon argent», raconte-t-il, préférant garder l'anonymat car il travaille clandestinement.

Face à ces difficultés, la chancelière Angela Merkel a récemment appelé les grandes entreprises à faire davantage pour l'intégration des migrants sur le marché du travail, mais le processus s'annonce très long.

Côté logement aussi, tout est provisoire. Ahmad et Ahmed ont passé les neuf premiers mois de leur nouvelle existence logés dans un gymnase. A deux par «chambre» : un espace sous les panneaux de basket, séparé des autres par une tenture en plastique. Trois douches communes pour 148 «locataires».

Depuis septembre, ils vivent dans un bâtiment rénové. Mais la promiscuité demeure.

«Je partage ma chambre avec un ami et un autre réfugié que je ne connaissais pas avant, qui n'est pas propre et est très bruyant», se plaint Ahmad Lababidi. Le jeune homme a cherché désespérément tout l'été une colocation ou un petit appartement. La ville de Berlin est prête à prendre en charge son loyer à hauteur de 364 euros. «J'ai envoyé 200 mails mais personne ne veut louer aux réfugiés», déplore-t-il.

La Turquie dit craindre que le conflit syrien se transforme en guerre mondiale

La Turquie a déclaré hier craindre que la guerre en Syrie ne tourne à l'affrontement mondial, la tension montant entre la Russie et les Etats-Unis qui soutiennent des parties opposées.

«Si cette guerre par procuration se poursuit, laissez-moi être clair, l'Amérique et la Russie vont arriver à la guerre», a déclaré le vice-Premier ministre Numan Kurtulmus à l'agence progouvernementale Anadolu.

M. Kurtulmus a estimé que le conflit syrien avait mis le monde «au bord d'une large guerre régionale ou mondiale».

La Turquie et ses alliés occidentaux réclament le départ du président syrien Bachar Al-Assad alors que Moscou soutient politiquement et militairement le régime syrien, allié de l'Iran. Ankara fait partie de la coalition menée par les Etats-Unis, qui mène des attaques aériennes contre le groupe Etat islamique. La Turquie a lancé le 24 août une offensive militaire, le «Bouclier de l'Euphrate», pour chasser de sa frontière les jihadistes de l'EI et les rebelles kurdes.

Les relations entre Moscou et Washington se sont encore détériorées depuis l'échec de la trêve en Syrie qu'ils avaient initiée en septembre et qui n'a duré qu'une semaine.

L'armée du président syrien, appuyée par les frappes de l'aviation russe, a depuis lancé une offensive d'envergure contre Alep et progresse rue après rue pour reprendre les quartiers est de la deuxième ville de Syrie, contrôlés par les rebelles depuis 2012. Cette offensive est condamnée par Washington et les Occidentaux mais Moscou a bloqué samedi à l'ONU un texte français demandant l'arrêt des bombardements. M. Kurtulmus a par ailleurs défendu la présence des forces turques dans le nord de l'Irak, affirmant qu'elle était «légitime» et que ces troupes demeureraient dans le pays «aussi longtemps que nécessaire».

Les tensions sont vives entre les deux pays depuis que Bagdad a dénoncé la semaine dernière les forces «d'occupation» turques. Selon les médias turcs, quelque 2.000 soldats turcs sont déployés en Irak, dont 500 sur la base de Bachiqa dans le nord du pays où ils entraînent des volontaires irakiens sunnites en vue d'une reconquête de Mossoul, fief de l'EI.

Le président turc Recep Tayyip Erdogan s'en est violemment pris mardi au Premier ministre irakien Haidar al-Abadi, le sommant de «rester à sa place» après ses critiques contre la présence militaire turque en Irak. Le porte-parole de M. Abadi a répliqué que M. Erdogan «jetait de l'huile sur le feu» avec de tels propos et donnait une «dimension personnelle» à une question de sécurité.

«Nous allons libérer notre territoire grâce à la détermination de nos hommes et non par des appels par vidéo», a en outre affirmé le Premier ministre irakien sur Twitter, dans une allusion aux appels de M. Erdogan demandant à la population turque de se mobiliser pour contrer la tentative de coup d'Etat en juillet dernier.